
Communication de M. Etienne HELIN

professeur à l'Université de Liège, sur « Les effets des crises générales sur une économie régionale »



Etienne HELIN

Messieurs les Présidents, Mesdames, Messieurs,

Pour expliquer le présent d'une région transfrontalière comme celle comprise dans le triangle Maastricht, Aix-la-Chapelle et Liège en scrutant son passé, il faudrait d'abord pouvoir flâner dans les vieilles rues de Maastricht et de Montjoie, explorer les sites industriels abandonnés dans le fond de la vallée de la Vesdre, en amont de Verviers, ou reconquis par la verdure dans le pays de Herve et autour d'Aix-la-Chapelle. Car c'est sur le terrain que l'on perçoit le mieux la parenté des villes, des villages, qui ont jadis formé un « pays sans frontière » et sont devenus, depuis 167 ans et le Traité de Vienne, une « région transfrontalière » dont il s'agit à présent de reconnaître l'existence, la genèse et l'avenir. C'est à deux pas d'ici, dans un Musée comme celui du Fer et du Charbon, au milieu des outils et des machines, que l'on touche du doigt le progrès technique et la peine des hommes, à travers l'épaisseur des siècles.

Là est la difficulté majeure pour l'historien: faire comprendre la dimension mystérieuse qu'est le Temps. Tandis que la durée confirme situations acquises, usages et institutions, jour après jour les hommes disparaissent, le décor se renouvelle de fond en comble. Continuité et changement sont la trame de l'Histoire.

Il ne peut être question de faire défiler, même à toute vitesse, structures et conjonctures. Le plus adéquat, au cours de ce premier survol de la région transfrontalière, est d'adopter une approche aussi générale que possible.

L'exposé commencera donc par planter le décor. Il s'efforcera de justifier le pourquoi d'une remontée aux sources de l'industrialisation. Il abordera ensuite les faits, à savoir trois crises générales et leurs répercussions dans une économie régionale. De ces constats réduits au minimum, on va induire les causes. Si, chaque fois, l'économie régionale a survécu, ce n'est pas grâce à la faveur des Princes. Les chefs d'entreprises ont réussi à conquérir de lointains marchés; ouvriers et ingénieurs ont été prompts à adopter de nouvelles techniques; la production n'a cessé de se diversifier et de se ramifier. Toute la société, enfin, s'est pliée aux impératifs draconiens de la survie.

A partir de là, en guise de conclusion, nous nous demanderons s'il y a des leçons à dégager d'un passé aussi lointain.

I. LA REGION TRANSFRONTALIERE

A des spécialistes des questions européennes il sera superflu de décrire les quelque 3 000 km² qui débordent le triangle formé par Maastricht, Aix-la-Chapelle et Liège. Rappelons cependant ses ressources énergétiques aujourd'hui bien oubliées: le bois et le charbon de bois des massifs forestiers de l'Ardenne septentrionale et de l'Hertogenwald; la houille autour de Liège et jusque sur le plateau de Herve, à Heerlen et sous le bassin de la Wurm; ruisseaux et rivières dont le courant en forte pente a permis d'activer une foule de moulins, d'usines, de fourneaux et de forges.

La fonte du Bas Luxembourg n'est pas loin, ni l'excellent «fer fort» que l'on forge à Arenberg dans l'Eifel. On exploite la calamine à Kelmis, le plomb à Prayon, l'alun en amont de Flémalle; carrières et fours à chaux s'installent un peu partout. Bref, la région transfrontalière Maastricht-Aix-la-Chappelle-Liège concerne un ensemble d'activités dont la densité et la variété n'a pas d'équivalent sur le Continent au XVIII^e et au début du XIX^e siècle. En ce qui concerne l'espace économique, mieux vaut renoncer à prendre en considération les entités politiques. La principauté de Liège, par exemple, n'avait aucune unité. La riche Hesbaye, dont les meilleurs domaines appartiennent au clergé liégeois, n'a rien de commun avec les landes stériles de la Campine. Et la structure agraire du Condroz avec ses châteaux et ses fermes monumentales est aux antipodes du marquisat de Franchimont où presque tous les paysans sont de petits propriétaires. Le marasme qui affecte Dinant, Huy et Visé contraste avec la prospérité de Verviers et de Spa. On pourrait en dire autant, aux XIX^e et XX^e siècles, de la province de Liège, circonscription administrative sans commun dénominateur social, économique ou culturel.

Admettons plutôt que toute région économique est d'abord un réseau d'échanges, et comme tel

- 1° il ne se laisse pas figer par des frontières immuables;
- 2° il se structure en fonction de ses complémentarités plus que de son homogénéité;
- 3° il s'étend ou se rétrécit selon le dynamisme de ses propres pôles d'attraction ou de leurs concurrents à l'extérieur.

La description d'un réseau suppose la connaissance, au niveau de la micro-analyse, des cellules de base que sont les entreprises. Sur ce point, l'historien doit avouer son ignorance. Il se doute bien que les grosses firmes alimentent les échanges extérieurs; mais dans quelle mesure? Et selon quel rythme? Que dire alors des petites et moyennes entreprises dont on devine que, jadis comme aujourd'hui, elles créent la masse des emplois?

Au niveau macro-économique, par contre, toute une littérature a été consacrée aux crises qui ont affecté l'économie occidentale. A Liège même, le Professeur Pierre Lebrun a lancé une vaste enquête sur le développement de l'économie belge avant 1914. On est comblé de vues originales, de diagnostics de la production industrielle et d'analyses des flux monétaires, des cycles, des politiques gouvernementales.

Au risque de paraître insatiable, il faut bien admettre cependant que tout le travail n'est pas encore accompli et puisqu'il y a une pluralité d'espaces économiques, il y a place pour une problématique spécifiquement régionale. Dans la France rurale d'Ancien Régime, on vient de découvrir que le cycle Kondratieff n'avait pas la même chronologie selon qu'on le mesure dans l'Est ou dans l'Ouest (voir l'Orientation bibliographique ci-dessous). Plus près de nous, il y a une vingtaine d'années, Alfred Sauvy, dans un *Rapport* resté célèbre, établissait l'opportunité d'une politique démographique qui serait modulée en fonction des besoins de la région

wallonne. Bien sûr, dans un pays aussi petit que le nôtre, l'évolution démographique est fondamentalement la même, mais un décalage minime d'une génération (soit 30 ans) suffit à ouvrir d'autres perspectives. Ce n'est pas l'endroit ici de discuter des mesures préconisées, mais la démarche doit être retenue. Elle valide le recours au cadre régional.

II. L'EVOLUTION A TRES LONG TERME

Pourquoi remonter tant de siècles en arrière? Ne pourrait-on se contenter des 35 dernières années? Celles-ci, à vrai dire, ont vu s'accomplir en Europe occidentale le plus spectaculaire bond en avant du standard de vie et du produit national. Du même coup s'est accrédité le mythe d'un progrès qui serait à la fois spontané, inscrit dans la nature des choses, et continu. En outre se répand la croyance plus ou moins diffusée que la croissance économique porte en elle-même le remède aux tensions sociales et aux contestations de l'échelle des valeurs traditionnelles. L'histoire de notre région transfrontalière est peu conforme à ces harmonies pré-établies. Tout récemment, l'agonie du textile verviétois, la fermeture des charbonnages liégeois, les difficultés du Groupe Cockerill, les clameurs hostiles qui s'élèvent à Tihange à propos de la seconde centrale atomique, tout cela fait craindre que la désindustrialisation pure et simple soit le chapitre final d'une histoire qui s'écrirait en termes de « grandeur et décadence ». Il n'appartient pas à un historien de jouer les prophètes et, en l'occurrence, les pronostics pessimistes sont d'autant plus mal fondés qu'ils idéalisent d'une part les premières, tâtonnantes et pénibles étapes de notre industrialisation, et sous-estiment d'autre part nos aptitudes à la rénovation.

Côté réussites, il faut signaler, à juste titre, l'ingéniosité de nos houilleurs qui, dès le Moyen Age, creusent un réseau de galeries pour aller chercher le charbon à 50 ou 100 m de profondeur. On célèbre aussi la fortune d'un Jean Curtius, le puissant marchand d'armes qui fit construire ce beau palais que les touristes admirent en bordure de la Meuse. Or, pas plus qu'une hirondelle ne fait le printemps, un grand brasseur d'affaires ne transforme les structures de la production régionale selon les normes du capitalisme industriel avancé. Quant aux exploits techniques des « maîtres de fosses », ils ne les ont pas souvent enrichis, eux et leurs ouvriers. Dans toute la région transfrontalière persistent jusque bien tard dans le XIX^e siècle des conditions de production et de consommation qui sont inhérentes à toutes les économies avant et pendant le *take off* et que nous voyons d'ailleurs perdurer en 1982 dans plusieurs pays du Tiers Monde. Quelles sont-elles? Sur le versant de la production, la prospérité des entreprises est précaire. Elles restent vulnérables à des crises cycliques d'autant plus brutales que le crédit est rare et sous-utilisé. Longtemps (jusque vers 1840) leurs patrons n'ont rien eu de plus pressé que de se réfugier ailleurs en investissant en terres, en châteaux, en offices publics.

Sur le versant de la consommation, la masse de la population vit sous la menace de la disette, sinon de la famine. Dans une ville comme Liège, entre 1740 et 1830, un quart des habitants végètent dans une misère dont nous n'avons plus la moindre idée 150 ans plus tard. Ces malheureux ne

survivent que grâce aux aumônes, aux hospices et à quelques maigres secours distribués par les œuvres privées et l'Assistance Publique.

Abstenons-nous donc d'entonner l'éloge du « bon vieux temps ». Mieux vaut admettre ce paradoxe d'un pays qui est techniquement avancé mais où la misère reste le lot du plus grand nombre.

Il faut aussi abandonner la croyance au progrès spontané et continu. Toute médaille a son revers. La prospérité de certaines industries s'édifie sur la ruine d'autres. La reconversion et le cauchemar de ses déracinements ne sont pas propres à notre époque. Ils forment la trame même d'une histoire économique qui ignore le miracle.

Dans ce domaine, rien n'est gratuit. Tout doit se payer. Pas uniquement avec de l'argent mais parfois au prix d'efforts qui n'entrent dans aucun bilan comptable parce qu'ils sont induits par un contexte culturel, encore mal exploré, et que s'attache à décrypter l'histoire des mentalités. Les crises l'éclairent d'un jour nouveau.

III. TROIS CRISES ET LEURS REPERCUSSIONS

Lorsque les quatre cinquièmes des gens comptent sur la prochaine récolte pour garantir le minimum vital, lorsqu'il n'y a ni assurances, ni organismes du crédit, ni banques pour anticiper sur les ressources futures, il est fatal que l'économie et toute la société reçoivent de plein fouet le choc des secousses conjoncturelles. Pourtant, ce ne sont pas ces accidents quasi cycliques qui retiendront ici l'attention, mais trois crises encore plus graves parce que plus longues. Elles ont contraint les survivants à ces « révisions déchirantes » dont les années 1980 n'ont pas le monopole.

Première crise : 1468 — vers 1500

1468 : c'est la vengeance de Charles le Téméraire. Les faits sont dans les mémoires des écoliers liégeois : démantèlement des remparts et destruction de ce qui reste de la puissance militaire liégeoise. Incendie, pillage, massacre par noyade. Destruction des forges dans le marquisat de Franchimont et déclin de la dinanderie. D'interminables guerres civiles prolongent l'insécurité jusqu'au règne d'Erard de la Marck.

On ne sait ni quand ni comment s'opère le redressement mais il est manifeste au début du XVI^e siècle. La Cité est repeuplée, les rues s'étendent vers le rivage de la Meuse. Les architectes voient grand : Saint-Martin, Saint-Jacques, le Palais. Les ressources du prince et les finances publiques sont restaurées. Dans le minuscule espace économique wallon (ce n'est pas la région transfrontalière) s'activent plus de deux cents fourneaux, forges et usines sidérurgiques qui se distribuent en cinq bassins : Liège, Huy, Namur et l'Entre-Sambre-et-Meuse, Durbuy, le Bas Luxembourg. A la même époque, il y en a environ quatre cents dans toute l'étendue du royaume de France.

Deuxième crise : de 1566 à ± 1710

L'année 1566 est marquée par une famine (*Hongerjaar*) et les émeutes des iconoclastes (*Wonderjaar*) qui inaugurent de féroces guerres de religion.

Après 80 ans (1568-1648), celles-ci aboutissent à l'indépendance de la République des Provinces-Unies et à son triomphe sur la monarchie absolue des Rois Très Catholiques. M. Georges Hansotte, le meilleur connaisseur de notre histoire industrielle, a fait justice de ce simplisme selon lequel la fortune du pays de Liège, resté neutre, se serait édifiée sur la ruine des Pays-Bas en guerre.

Au contraire, les fourneaux s'éteignent les uns après les autres, la houille se vend mal, les plus entreprenants de nos patrons s'en vont : Curtius part en Biscaye, Louis de Geer à Amsterdam, les Mariotte essaient dans la vallée de la Lahn. Tout cela pendant la guerre de Trente Ans et son cortège d'atrocités.

La guerre continue à sévir durant le règne de Louis XIV. Au faite de la puissance, ce monarque mit sur pied des armées de plus de trois cent mille hommes et les fit subsister aux dépens de ses ennemis bien au-delà de la Flandre et du Brabant, théâtres habituels de ses promenades militaires. De Calais à Cologne, dans les vallées de la Meuse et du Rhin, on ne compte plus les ravages : moissons détruites, réquisitions, contributions de guerre, villes bombardées (Bruxelles, Liège, Huy, Tongres, Stavelot, Saint-Vith...). Ajoutons les épidémies (peste en 1668-1669, dysenterie en 1693-1694), les disettes (1662, 1674-1675, 1698-1699, 1709) et l'on comprendra que pendant une quarantaine d'années la production économique ait stagné. Un historien américain, M. Myron Gutmann, évalue que le prélèvement des armées sur la production agricole oscille entre 15 et 40%. Soumis à de telles conditions, les paysans quittent la terre. C'est ce qui s'est produit en Lorraine et dans le Palatinat. Pas dans notre région, où l'on constate la dépression et l'endettement, mais nulle désertion en masse. Les motifs ? Il se pourrait que certains aient profité des livraisons (vivres, fourrage, armes) vendues aux troupes de passage. Entre Liège et Maastricht, Aix-la-Chapelle et Verviers, la proto-industrialisation commence à faire sentir ses effets : houillères, filatures et tissages, ateliers d'armuriers et forges de cloutiers procurent des ressources d'appoint.

Elle bénéficie de progrès techniques dont le plus notable est la fenderie : laminoir à cannelures qui sert à découper en baguettes les tôles d'acier. Une telle invention (originale de Nuremberg ? vers 1580 ?) accroît de manière décisive la productivité des cloutiers de la vallée de la Meuse et du pays de Herve. La diversification des industries (verreries à Liège, tanneries à Huy, tissage à Verviers) s'accompagne d'une implantation sur les marchés étrangers : les clous se vendent en Hollande, les fabricants de draps limbourgeois et verviétois commencent à fréquenter les foires de Francfort.

Troisième crise : de 1794 à ± 1817

La conquête révolutionnaire s'accompagne d'une catastrophe : l'hiver 1794-1795. Paralysie des transports à la suite de la réquisition du charroi, arrêt du commerce, peut-être par crainte des réquisitions, plus certainement en raison du cours forcé des assignats. La clientèle riche a disparu : les

ecclésiastiques sont ruinés, dispersés, traqués. Les nobles se retirent sur leurs terres. Une ville comme Liège perd momentanément un cinquième de sa population (10 000 habitants sur 55 000); à Huy, à Verviers, à Spa, le typhus et la misère fauchent par centaines les familles ouvrières, les mendiants, les vieillards. On invoque bien quelques brillantes réussites capitalistes: les charbonnages, les fabricants verviétois qui échappent aux faillites en 1812, l'usine de fer blanc de Delloye à Huy. Elles font figure d'exceptions dans le marasme général: ruine des finances publiques en dépit de la vente des biens nationaux et d'innovations fiscales, chômage malgré la conscription, perte des marchés extérieurs en raison du blocus continental. La séparation d'avec la France en 1814 et la disette de 1816-1817 ont été durement ressenties mais, ensuite, les signes de reprise se multiplient. Croissance accélérée des populations citadines, nouvelles entreprises, travaux publics, diffusion rapide des trois techniques qui, chez nous, propulsent l'industrialisation: la machine à vapeur, le rail, l'alimentation en coke des hauts fourneaux.

Nous voilà arrivés, autour de 1840, au moment de l'industrialisation généralisée des «pays noirs» qui vont se toucher presque sans interruption du Pas-de-Calais à la Ruhr. Changement d'échelle, changement de rythme dans la croissance industrielle, changement de population. Est-ce à dire que tout s'uniformise? Pas du tout, du moins en ce qui concerne notre région transfrontalière désormais découpée en trois parties inégales: le Limbourg néerlandais, la Prusse rhénane, la province de Liège. Montjoie décline, Eupen stagne, Verviers progresse vigoureusement.

région Les crises cycliques du XIX^e siècle sont à réexaminer dans une optique *écrite*. Quant à Liège, tout ce que l'on sait des effets de la grande dépression en 1930-1935 et des deux guerres mondiales, c'est que les débouchés alors perdus n'ont jamais été ni retrouvés ni compensés. Sans doute manque-t-on de recul en ce qui concerne surtout les années postérieures au renchérissement du pétrole (1974). Avouons plutôt une carence de la recherche. Tout se passe comme si le brusque déclenchement d'une crise accaparait toute l'attention. On ne sait presque rien des facteurs de reprise: du fait qu'ils agissent discrètement au long de plusieurs années, ils se camouflent en habitudes quotidiennes et passent inaperçus. C'est en vain qu'on chercherait à savoir, par exemple, comment s'opère la résorption du chômage. A-t-on jamais approché, au cours de la phase d'industrialisation accélérée (1840-1889), un niveau voisin du plein emploi, qui semblait presque à portée de main après la seconde guerre mondiale? On manque cruellement d'information sur la population active, sa composition par âges et par sexes, son niveau d'instruction. Faut-il le dire? La carence des statistiques paralyse l'historien lorsqu'il veut comprendre comment a été rompu jadis le cercle vicieux de la ruine et du chômage. Malgré tout, essayons de

IV. REMONTER AUX CAUSES

Une fausse piste à écarter: l'intervention des pouvoirs publics. Aux yeux du Souverain, fût-il éclairé, la guerre importe bien davantage que les *doctrines*

des mercantilistes ou des physiocrates que nous revendiquons comme de grands précurseurs. Solder des régiments, équiper des places fortes, faire rentrer l'impôt pour remplir un trésor de guerre, tout cela rejette à l'arrière-plan ce qui paraît de nos jours primordial. Dans la principauté de Liège, où nul n'a plus d'ambition territoriale, le prince-évêque n'a presque rien à dire. Les impôts sont minimes et ne constituent donc pas le volant susceptible d'opérer une redistribution des richesses: quelques taxes indirectes suffisent au service de la dette, à l'entretien d'un bataillon d'opérette et aux traitements d'une poignée de fonctionnaires. Quand elle n'est pas illusoire (privilèges accordés à des manufactures en difficulté, monopoles corporatifs battus en brèche sitôt qu'on s'écarte des villes), l'intervention gouvernementale est néfaste. L'Ancien Régime et la période napoléonienne cultivent les réflexes protectionnistes. Lorsque chaque pays prétend toujours vendre à ses rivaux et ne jamais rien leur acheter, les conflits douaniers, les tarifs de représailles paralysent les échanges au détriment des plus faibles. C'est ce qui finit par étouffer plusieurs secteurs de l'économie liégeoise au XVIII^e siècle.

consommateurs puis des pays

La carence des pouvoirs publics est aggravée par l'absence de banques qui auraient drainé l'épargne et concentré les capitaux. Aucun bâtisseur d'empire industriel n'émerge entre Curtius et Cockerill. Comment a-t-on pu se passer de l'autorité indispensable pour mobiliser les énergies et les ressources?

La pré-industrialisation esquivait le problème. Elle favorise l'auto-financement, éparpille les fabrications en une multitude d'ateliers familiaux, rend le marchand-fabricant indépendant du carcan corporatif et émancipe l'ouvrier-paysan dans la mesure où il a d'autres ressources que celles des droits d'usage. Mais cet individualisme des producteurs est discipliné, à tous les niveaux, par d'immédiates et implacables sanctions. Pas de prime d'assurance pour le maladroit qui tombe d'un échafaudage; le discrédit définitif à l'encontre du négociant qui tarde à honorer ses lettres de change. Les correspondances montrent d'ailleurs les patrons dépositaires jaloux des secrets de fabrication, visitant eux-mêmes la clientèle, poussant l'économie jusqu'à calculer la revente de la limaille... Détails qui feraient sourire s'ils ne montraient la dureté d'une existence où l'attention est sans cesse aux aguets des moindres profits, où l'on ne peut jamais relâcher sa vigilance.

Les vrais remèdes aux crises sont ailleurs. Il y a d'abord la conquête de marchés lointains. Dès le moyen âge, les draps hutois, les dinanderies se vendent en Europe centrale. A partir du XVII^e siècle, l'expansion est à l'échelle mondiale. Les draps verviétois s'exportent en direction de l'Allemagne, de l'Europe orientale et du Levant. Par l'intermédiaire des amirautés hollandaises, nos clous équipent la flotte la plus importante du monde. Quant à nos armes, elles s'exportent non seulement partout en Europe, mais en Afrique, au Brésil, en Amérique du Nord.

Réussites indéniables certes, mais vulnérables. La vente à l'étranger est trop rarement le fait des producteurs. Par exemple, l'écoulement des fusils de traite à destination de la côte de Guinée passe par l'intermédiaire d'armateurs nantais. Les courtiers de Lisbonne, de Marseille, de Trieste,

d'Amsterdam et d'Ostende se disputent une fraction du trafic. Pour peu que les prix à Liège ou à Maastricht ne soient plus compétitifs, ils auront vite fait de se tourner vers d'autres fournisseurs.

Une participation active aux courants d'échanges commerciaux fait bénéficier notre région transfrontalière du dynamisme de la façade atlantique de l'Europe, c'est-à-dire la zone alors la plus prospère du monde. Liège, Maastricht, Aix-la-Chapelle, Verviers sont au cœur d'un hinterland — celui d'Amsterdam — qui s'étend jusqu'aux Alpes. Amsterdam, en effet, reste la bourse de toutes les devises, l'entrepôt de toutes les matières premières, des épices et des métaux précieux. Grâce à Amsterdam, depuis 1566 et jusqu'en 1789, on se procure ici du seigle de Prusse et de Russie, ce qui atténue les effets de disettes qui dégénéreraient en famines si l'on devait se contenter des récoltes locales. Par les ports hollandais, on achète la laine d'Espagne, les cuirs et le sucre des Antilles; on écoule les clous, les armes, le charbon. C'est par l'étape d'Amsterdam que Louis de Geer a découvert les ressources de la Suède. Les mieux doués de nos élèves se rendent à l'Université de Leyde, la plus savante et la seule qui soit fréquentée par des étudiants du monde entier. Afin d'apprendre le négoce, les fils de marchands séjournent plusieurs années chez les correspondants de leur père à Dordrecht ou à Amsterdam. Si nous voulions traduire en situations de 1982, nous parlerions de stages à Houston ou à Tokyo.

La promptitude à adopter de nouvelles techniques a certainement aidé à sortir du marasme des crises anciennes. En ce domaine, deux « points forts »: la houilleries et la sidérurgie.

Dans l'exploitation des charbonnages, le principal adversaire est l'eau qui envahit les galeries. Dès le moyen âge, un réseau d'*araines* (galeries d'écoulement qui débouchent à flanc de coteau) résoud le problème au prix d'un coûteux investissement initial. Le système des *hernaz* (manèges qui actionnent un treuil lequel extrait tantôt une cuvette remplie d'eau, tantôt un panier de charbon, tantôt la *couffade* chargée des mineurs) est plus dispendieux puisqu'il mobilise hommes et chevaux. C'est sans doute la familiarité avec de tels engins qui fit la célébrité de deux dynasties de spécialistes de l'hydraulique: les Koch et les Sualem. Ces derniers ont construit pour Louis XIV la machine de Marly qui approvisionne les jardins de Versailles en eau de la Seine.

La maîtrise d'une vieille technique compliquée n'a pas détourné les Liégeois d'adopter la pompe à feu inventée par Newcomen et mise en service en 1711 en Angleterre. Des déboires initiaux ne les empêchent pas d'en installer une au charbonnage des Kessales à Jemeppe, au sud de Liège. Nous sommes en 1720: c'est une première sur le Continent. Les machines construites en 1723 à Stolberg, en 1730 à Vedrin, en 1735 à Lodolinsart le seront par des Liégeois. La quantité d'eau retirée des puits est jusqu'à cinq fois supérieure à celle des manèges actionnés par des chevaux.

Progrès semblable en ce qui concerne la sidérurgie. Le haut fourneau s'implante ici dès le XV^e siècle. La décarburation du fer dans un foyer

d'affinage s'appelle «la méthode wallonne» et des *makas* (martinets) équipent les platineries des vallées de la Vesdre et du pays de Franchimont. Vers 1580, on complète cet attirail par un laminoir qui procure un avantage décisif aux cloutiers liégeois.

Avec Cockerill et le secret de fabriquer des mécaniques (1801), le processus se répète et révolutionne le secteur textile. Chaque fois, une technique nouvelle a été adoptée ici, fort peu de temps après son invention à l'étranger. Il s'est donc trouvé des chefs d'entreprises bien informés, affranchis des routines corporatives, acceptant de faire une mise de fonds. Même s'ils ne soupçonnaient rien des réactions en chaîne qu'ils allaient déclencher, leur audace, dans un monde engoncé dans la routine, démontre qu'il est possible de nager à contre-courant.

Autre facteur qui à la fois améliore la résistance aux crises et stimule les imaginations : la diversité.

La houille à faible profondeur, des ruisseaux à fort débit et à pente rapide, procurent de l'énergie à bon marché. Ces cadeaux de la Nature n'ont jamais incité à tout miser sur la sidérurgie et à se détourner du travail de la terre. Les paysans ont achevé de faire de la Hesbaye un grenier à céréales; entre Vesdre et Meuse, ils ont transformé le paysage en substituant vergers et pâtures aux labours. Les houblonnières et cotillages de la vallée de la Meuse sont cultivés avec tant de soin que les voyageurs étrangers en parlent comme d'un Eden dont la prospérité fait oublier les déboires de la viticulture. A Liège, à Aix et à Spa, le petit commerce et les boutiques de luxe sont bien achalandés. A vrai dire, les plus gros négociants sont aussi fabricants de draps (à Verviers et Ensival, à Eupen, à Montjoie et à Dalhem), de cuirs (à Liège, à Huy, à Stavelot et à Malmedy), d'armes, de clous, de quincaillerie, de fer blanc. On ne devrait pas passer sous silence bien d'autres secteurs qui travaillaient jadis pour l'exportation : les alunières, les fabriques de salpêtre et de vitriol, les papeteries, les brasseries. Le dicton populaire enseigne qu'«il ne faut pas mettre tous ses œufs dans le même panier» : prudence qui montre combien le risque de l'accident est incorporé dans les prévisions. Il y eut bien quelques tentatives d'intégration verticale. En règle générale toutefois, les capitaux privés sont modestes et fragmentés à l'extrême. Renoz, architecte, marchand de bois, spéculateur foncier, est actionnaire d'une maison de jeux, d'une papeterie, d'une ligne de diligence, d'un charbonnage. Il n'y a pas de banque d'affaires et ce sont les notaires qui facilitent une prudente mobilisation de l'épargne. En outre, le système de la «comparchonnerie» (société de bailleurs de fonds, propriétaires du sol et exploitants) dans les houillères et celui du marchand-entrepreneur dans la clouterie et l'armurerie consacrent l'auto-financement. Au début de l'industrialisation, les firmes échapperont à la dépendance vis-à-vis du capital étranger.

Bien plus importantes encore, les incidences sur la main-d'œuvre. L'atelier familial, l'éparpillement en minuscules entreprises ont pour effet d'assurer son apprentissage, sa progressive qualification et un minimum vital. Les houilleurs près de Liège, les cloutiers, les canonniers de la vallée de la Vesdre, les fileurs autour de Verviers et d'Eupen, sont aussi des paysans.

Leur lopin de terre, trop petit pour nourrir leur famille, leur permet de subsister pendant une saison creuse, les aide à attendre qu'il y ait du travail dans un secteur voisin moins touché par le chômage. Si, au contraire, les commandes affluent, femme et enfants seront mis au travail. Ainsi, les aiéas inhérents à une industrie qui dépend des marchés extérieurs deviennent supportables, en ce sens qu'ils ne disloquent pas tout l'appareil de production. Gardons-nous d'oublier à quel prix: bas salaires, alternance de travail acharné et d'inaction, sujétion de l'ouvrier-paysan qui habite la campagne à l'égard du marchand-entrepreneur — le *marchôtè* — citadin. Que ce soit autour de Liège ou d'Aix-la-Chapelle, de Gand ou de Zurich, la pré-industrialisation se déroule dans les mêmes conditions, celles d'une économie avancée mais où le plus grand nombre n'échappe provisoirement à la misère qu'au prix d'un effort sans relâche.

En 1982, les machines-outils, les transports rapides, le préfabriqué nous ont quasiment déshabitués de l'effort physique, au point que nous ne pouvons plus imaginer l'endurance requise pour des tâches aussi communes que le labour, la moisson, la forge. Plus inconcevable encore, le fait que des travaux sont à peine payés: évoquons les portefaix, les femmes qui halent les péniches, les *botteresses* qui marchent de Liège à Spa, pliées en deux sous leur charge. Les enfants sont dressés à aussi rude école, sans autre récompense que des coups. On songe au jeune Grétry, transi de froid, à la porte de Saint-Denis dès 5 h. du matin, terrorisé et battu par son maître de chant. Quant à Defrance, il s'estime heureux de faire son apprentissage à Rome, mais il s'y rend à pied. Des centaines de jeunes *hiercheurs* n'ont pas cette chance: dès 8 ou 10 ans, ils sont attelés à des traîneaux dans les galeries les plus étroites des houillères et leur père touche leur salaire... La société d'Ancien Régime a construit un labyrinthe de barrières entre riches et pauvres mais aussi entre hommes et femmes, adultes et enfants. Sans hypocrisie, elle est fondée sur l'inégalité et elle inculque sans ménagement des habitudes de lutte, de calcul et d'âpreté.

L'aiguillon qui, en définitive, a contraint tout le monde à l'effort, voire au sacrifice, c'est l'impératif de la survie.

Nous voici amenés au nœud où tout se combine: économie, société, éducation, échelle des valeurs. Dans le vécu d'Ancien Régime, la misère est omniprésente: violences des guerres civiles, des invasions, du crime impuni; ravages de l'épidémie impossible à esquiver; hantise de n'avoir plus à manger pour peu que la récolte soit mauvaise ou que le travail vienne à manquer.

D'où le prix attaché à quelques solidarités élémentaires: celles de la famille, de la communauté villageoise ou de la corporation. Elles ont un rôle tutélaire et assument, tant bien que mal, quelques-uns des soins dévolus à présent à l'école et à la sécurité sociale. Beaucoup de fermes, de boutiques, d'ateliers sont d'ailleurs des entreprises familiales. Toutefois que le patron soit un parent ou un étranger, il est incapable de garantir le plein emploi. Seuls sont à l'abri du besoin ceux qui ont un patrimoine ou des rentes. Les autres sont littéralement astreints au travail forcé et à de

longues privations dès leur plus jeune âge, sans assurance que leurs talents ou leur courage seront finalement récompensés. En somme, un apprentissage brutal et souvent féroce, aux antipodes de certaine pédagogie euphorisante d'aujourd'hui, désireuse de persuader que n'importe qui peut obtenir tout, tout de suite, gratis et sans effort.

L'historien n'a pas à s'ériger en juge. Il constate le caractère inéluctable de quelques enchaînements. L'exaltation du travail, de l'épargne et de la prévoyance sont les *leitmotivs* qui reviennent sans cesse comme les moteurs et les justifications morales de la grande croissance industrielle des XIX^e et XX^e siècles. Travailler dur, renoncer à un avantage immédiat en vue d'un profit à venir, ce sont là des vertus qui n'ont rien d'inné. Elles ont été inculquées à des générations entières de paysans, d'ouvriers, de petits entrepreneurs pour lesquels survivre était une préoccupation lancinante et l'enjeu d'une lutte sans merci.

V. CONCLUSIONS

Revenons en 1982. Y a-t-il des leçons à tirer d'une histoire des crises dans notre région transfrontalière ?

Un certain sens du relatif assurément. Il serait scandaleux d'en prendre à son aise avec le désarroi des jeunes ou l'angoisse des chômeurs. Pourtant, si grave que soit le malheur du temps présent, il n'est pas comparable à celui du passé. Songeons aux hécatombes provoquées par les guerres et aggravées par les famines et les épidémies. Il y a à peine plus de cent ans, dans ce pays, que l'on sait comment combattre le choléra, les inondations, le déboisement. Dans le modeste triangle Liège-Maastricht-Aix-la-Chapelle, nous ne sommes pas menacés par ce fléau qu'apporte l'explosion démographique, à savoir une métropole géante. Les grandes villes sont ingouvernables, ruineuses, condamnées par la nécessité d'économiser l'énergie et le temps gaspillés en transports. La télématique devrait au bénéfice de villes moyennes stimuler la décentralisation.

Jamais l'espérance de vie n'a été aussi élevée qu'à présent, ce qui est quand même, globalement, l'indice d'une meilleure résistance de nos organismes aux agressions d'un environnement devenu moins hostile.

On ne peut apprécier le confort, les conditions de travail, la qualité des loisirs, le niveau d'instruction, sans verser dans le jugement de valeur, forcément subjectif. Mais toutes ces variables sont corrélées et on voit mal comment, en définitive, leur élévation aurait pour effet de nous placer en état de moindre résistance aux perturbations inhérentes à toute vie en société. En d'autres termes, mieux instruits, nous devrions être mieux armés pour combattre la crise.

À vrai dire, s'agit-il encore de crise ? N'est-ce pas à un changement de régime que nous assistons depuis 1974 ? Evitons de soulever une querelle de mots. La comparaison avec les longues crises anciennes fait ressortir les caractères spécifiques du présent :

— la région transfrontalière produisait son énergie — le bois puis le charbon — à bas prix; elle dépend à présent du pétrole qui n'en finit pas d'enchérir;

- le contribuable paie docilement des impôts dont le moindre aurait déclenché la révolte sous l'Ancien Régime; mais l'épargne est tarie; avant 1914, nous exportions nos capitaux; en 1982, le loyer de l'argent est plus cher qu'au moyen âge;
- le coût de notre main d'œuvre, bas avant 1914, est à présent parmi les plus élevés d'Europe;
- il y aurait beaucoup à dire des services publics. L'enseignement est le seul qui me soit familier. En dépit des critiques, il est resté d'un niveau élevé. Mais ce niveau a été rattrapé par bien d'autres pays, de sorte que les étudiants étrangers n'affluent plus ici comme avant 1914. En outre, le budget de l'Education Nationale est devenu colossal, sans pour autant nous mettre à l'abri des reproches de conservatisme pédagogique.

Chaque point pris isolément importe moins que la conjoncture: une altération aussi générale et aussi synchronisée de *toutes* les conditions de production ne s'est jamais produite dans le passé. Elle conduit à un changement de régime.

Que faut-il en déduire, sinon un certain scepticisme à l'égard des solutions ponctuelles? Tant mieux si l'on réussit à sauver une firme géante! Mais le maintien en vie d'une région est œuvre de plus longue haleine et suppose une diversification: ne plus «mettre tous ses œufs dans le même panier».

De même, l'octroi de crédits peut servir de ballon d'oxygène à des secteurs d'activité, voire à des services publics «en difficulté» (pour employer un euphémisme). Je doute que ce soit décisif si en même temps on ne s'attaque pas au chômage des jeunes, si on asphyxie la recherche scientifique, si les écoles continuent à former en série des inadaptés. En d'autres mots, production économique, type de société et système éducatif vont de pair, et si l'un d'eux part à la dérive, je ne donne pas cher des autres.

D'une manière plus positive, cette brève excursion à travers le Temps a fait redécouvrir que plusieurs espaces économiques coexistent. Notre région transfrontalière est un fragment d'Europe, elle campe à la périphérie de trois pays. Un Land, trois provinces, une centaine de communes sont susceptibles d'intervenir. N'allons pas oublier, à côté des organisations professionnelles et des syndicats, plusieurs réseaux scolaires et le potentiel que constituent tant de bonnes volontés individuelles et de groupes locaux avides de servir l'intérêt général avec les moyens du bord. Il y a là une masse d'expériences accumulées et d'initiatives à concerter. Comment la mobiliser? *

* Voir en annexe, p. 37, une «orientation bibliographique» communiquée par l'auteur.

ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE

En pratique, toute la littérature économique des cinq dernières années est sous-tendue par la crise. Bornons-nous à citer les numéros 3-4 de *Wallonie 81*, et le numéro 96 du *Bulletin trimestriel du Grand Liège*, juin 1982, parce qu'ils se font l'écho d'une conjoncture régionale. Celle-ci gagnerait à être élargie aux dimensions européennes; à ce sujet, cfr Basilio BUCCHI et Gaston GAUDARD (ed.), *Régions frontières. Grenzregionen*, coll. P.N.R., 287 p., Berne, 1981.

Presque aussi foisonnante est la production des historiens. On s'est inspiré ici de

P. LEBRUN (et collab.), *Essai sur la révolution industrielle en Belgique, 1770-1847*, p. 26 sv., Bruxelles, 1979.

G. HANSOTTE, *La métallurgie et le commerce international du fer dans les Pays-Bas autrichiens et la principauté de Liège, pendant la seconde moitié du XVIIIe siècle*, 345 p., Bruxelles, 1982.

D. DELVAUX, *La grande dépression; répercussions économiques et sociales dans la région liégeoise, 1926-1937*, Mémoire licence U.Lg., 131 p., Liège, 1972.

J.C.G.M. JANSEN, *Lange golven in de economische geschiedenis van Limburg*, dans *Jaarboek van het sociaal-historisch centrum voor Limburg*, t. XXVI, pp. 1-62, Maastricht, 1981.

Généralisation de la problématique par

H. VAN DER WEE, *Typologie des crises et changements de structures aux Pays-Bas*, dans *Annales E.S.C.*, t. XVIII, pp. 209-225, Paris, 1963.

Jos. DELBEKE, *Criticism and classification of real long waves theories*, dans *Centrum voor economische studies*, K.U.L., 43 p., Leuven, 1980.

Helena MADUROWICZ-URBANSKA, *La région, modèle théorique*; dans *Les Pyrénées et les Carpates*, Krakow, 1981.

J.-Cl. PERROT, *Développement et sous-développement régionaux. Problématiques françaises du XVIIIe siècle et d'aujourd'hui*, dans *Inst. d'Hist. Econ. et Soc. de l'Univ. de Paris I, Recherches et Travaux*, n° 8, pp. 1-11, Paris, 1979;

J.-Y. GRENIER, *Les mouvements de longue durée dans l'économie française du XVIe au XVIIIe siècle*, *ibidem*, n° 9, pp. 28-54, 1980.

J.V. BECKET, *Regional Variation and the Agricultural Depression, 1730-1750*, in *The Economic History Review*, 2d series, vol. XXXV, pp. 35-51, 1982.